

# Lutte de classe

## Qui a gagné quoi ? La lutte des classes.

Du côté des "amis de l'ordre", du Capital, c'est-à-dire du côté de Chirac et du gouvernement, de leur parlement et des directions des organisations, des syndicats et des partis traditionnels du mouvement ouvrier qu'ont-ils obtenu ?

Ils ont réussi à sauver l'essentiel : les institutions antidémocratiques de la Ve République, ils ont évité une grève générale, ils ont sauvé le contenu de la loi scélérate sur l'égalité des chances, ils ont obtenu le maintien du CNE, et en prime ils vont pouvoir continuer de piller notre Sécurité sociale par le biais de nouvelles exonérations de cotisations sociales, tout en faisant de nouveaux cadeaux au patronat.

Du côté du travail, c'est-à-dire du côté du prolétariat, des lycéens, des étudiants, des travailleurs et des milliers de militants engagés dans cette bataille, qu'avons-nous obtenu ?

Rien, si ce n'est un recule provisoire du gouvernement et du Medef sur le CPE, car la trentaine de contrats précaires déjà existants n'a pas été abrogée.

Cependant le mouvement contre le CPE qui a duré près de trois mois a au moins permis de clarifier un certain nombre de questions. Au-delà, il permet de poser les bases d'une réelle perspective politique pour le prolétariat et sa jeunesse.

Avant d'y venir, quels premiers enseignements pouvons-nous tirer de cet âpre combat ?

Tout d'abord, le gouvernement illégitime et minoritaire depuis les élections cantonales, régionales et européenne de 2004, auquel il faut ajouter l'Assemblée nationale depuis le référendum sur la "Constitution" européenne du 29 mai 2005, ne tiendrait pas une journée de plus sans le soutien actif et permanent du PS, du PCF et des dirigeants des syndicats du mouvement ouvrier. Les appels en direction de Chirac et du Parlement n'avaient pas d'autre objectif que de leur redonner un semblant de légitimité.

Ensuite, toutes les contre-réformes, ordonnances, décrets, etc., s'inscrivent bien dans le cadre des institutions antidémocratiques de la Ve République comme l'ont rappelé Chirac et de Villepin.

Comme nous l'avions envisagé en nous appuyant sur l'expérience du combat récent pour le non au traité constitutionnel européen le 29 mai 2005, plus le gouvernement s'emploie à essayer de convaincre la population du bien-fondé de ses lois scélérates, plus il s'enferme, plus le côté réactionnaire de ses lois devient évident au plus grand nombre, plus il se discrédite, pour aboutir à l'objectif contraire de celui qu'il escomptait.

A cette occasion, le capitalisme a montré que la recherche du profit à tout prix, que l'exploitation illimitée et la précarité des travailleurs et en particuliers des jeunes était son seul objectif. Désormais, le droit du travail, le Code du travail, les conventions collectives devraient disparaître au profit du contrat individuel, au même titre que les droits des travailleurs seraient remplacés par les droits de la personne, ce qui n'est que l'expression d'un État de non-droit, les patrons seraient les seuls à posséder des droits, les travailleurs n'en auraient plus aucun. C'est bien parce que les étudiants et les lycéens ont compris qu'ils n'avaient plus rien à perdre avec le CPE, qu'ils ont engagé le combat.

Les partisans de "*l'humanisation*", de la "*démocratisation*" du capitalisme au premier rang desquels on trouve les "altermondialistes" ont été balayés. Il est totalement impossible de réformer le capitalisme au stade de décomposition avancé, de pourrissement dans lequel il est, par conséquent, il faut l'abolir.

Le concept d'*intérêt général* cher à tous les fieffés réactionnaires a également volé en éclat, laissant place à la lutte des classes. Il est apparu clairement que les deux classes en présence, celle des capitalistes et celle du prolétariat avaient bien des intérêts fondamentaux antagonistes et irréconciliables.

Cette bataille a apporté un démenti cinglant à ceux qui prétendent qu'il y aurait une fatalité à la décomposition actuelle de notre société. Les jeunes et les travailleurs ont montré leur détermination à résister à la déchéance dans laquelle le capitalisme et ses valets voudraient les entraîner. Ils ont montré courageusement qu'ils étaient capables de se mobiliser contre l'ordre établi, malgré toutes les difficultés rencontrées, les manipulations des médias, les provocations de l'extrême-droite et du ministre de l'Intérieur.

Le mouvement engagé par les étudiants, suivis par les lycéens a été exemplaire du point de vue de la méthode à suivre, de la démocratie. Les étudiants et les lycéens en se réunissant en assemblée générale, en élisant leurs délégués, intégrant leurs organisations, en se prononçant librement sur les différentes motions, ont montré la voie à suivre pour que la démocratie soit respectée et vainque.

Enfin, ce sont des milliers de militants au combat exemplaire à travers toute la France, appartenant à différents partis, organisations ou groupes qui ont défendu et repris à leur compte les revendications exprimées par les millions de jeunes et de travailleurs, afin d'imposer l'unité des organisations et des partis, la solidarité indispensable entre les étudiants et les lycéens d'une part, et les travailleurs d'autre part, pour imposer la grève générale aux dirigeants des organisations et des partis se réclamant du mouvement ouvrier, en proposant sous des formes diverses une véritable alternative politique au régime honni représenté par le gouvernement Chirac-de Villepin-Sarkozy.

Et maintenant ?

Il est évident que les dirigeants des syndicats et des partis PS-PCF ont réussi momentanément à saborder la perspective de la grève générale, au nom du "dialogue sociale". Ils accordent ainsi un nouveau sursis au gouvernement et au régime.

Depuis le début du mouvement contre le CPE, ils n'ont eu de cesse de jouer la carte du pourrissement à travers l'organisation d'une multitude de journées d'action.

Arrêtons-nous un instant et réfléchissons à la méthode.

Il y a eu la grève générale de juin 36, un embryon de grève générale en 1953, la grève générale de mai 68, et à aucun moment ces grèves n'ont abouti à un changement de régime, à une révolution sociale. On pourrait d'ailleurs faire le même constat dans tous les pays. Peut-on imaginer un instant qu'il en serait autrement demain ? Ce serait se leurrer de le penser et nous ne sommes pas là pour nous raconter des histoires, encore moins pour entretenir des illusions.

De 2003 à 2006, nous avons vécu plusieurs mouvements sociaux de masse, d'une ampleur nationale, soutenues par l'immense majorité de la population : retraites, Sécurité sociale, loi Fillon, CPE, etc., et chaque fois le même scénario s'est reproduit. Qui en redemande ?

Cela ne questionne-t-il personne ? Faut-il continuer à penser qu'on parviendra un jour à prendre le pouvoir en reproduisant éternellement un schéma qui de toutes évidences conduit à l'échec ?

Une chose est claire : la grève générale conduite par les dirigeants syndicaux ne peut mener qu'à la défaite, au mieux, au maintien du régime en place, au pire, à un déchaînement de la réaction et à la répression la plus féroce.

Que ce soit en 2003, en 2004 ou en ce mois d'avril 2006, chaque fois le même scénario s'est reproduit. En quoi consistait-il ?

1- Le mouvement est parti soit des travailleurs soit des étudiants.

2- Les travailleurs ou les jeunes se sont adressés aux dirigeants des syndicats pour qu'ils les soutiennent.

3- Les dirigeants syndicaux ont saisi cette occasion pour jouer la carte de la division lorsque c'était possible, le mouvement pourrissait alors sur place très rapidement.

Dans le cas du CPE, les étudiants s'étaient dotés au préalable de leur propre organe de représentation, la coordination étudiante, donc devant la détermination des étudiants et des lycéens, les dirigeants syndicaux n'ont pas pu mettre en avant la tactique de la division syndicale, ils se sont rabattus sur un pourrissement à moyen terme du mouvement social.

Rien n'y faisant, pour sauver le gouvernement et les institutions directement menacées, ils ont finalement opté pour la carte du "dialogue social" avec le gouvernement, se discréditant au passage un peu plus aux yeux des jeunes et des travailleurs, en imaginant un troc honteux : l'abrogation du CPE en échange du pillage de la Sécurité sociale et de nouveaux cadeaux au patronat.

4- Chaque fois que les travailleurs ou les jeunes se sont adressés aux dirigeants syndicaux, ils leur ont passé la main. Il ne leur restait plus qu'à la repasser au gouvernement pour stopper net le mouvement. C'est exactement ce qui s'est produit avec le CPE.

5- Donc, chaque fois que les travailleurs et les jeunes ont perdu le contrôle de leur mouvement au profit des directions traitées des syndicats et des partis ouvriers, du gouvernement, le mouvement social s'est soldé, soit par un échec cuisant (retraite, Sécu, loi Fillon, etc.), soit par un recul provisoire sans que le mouvement social ne débouche sur une remise en cause des institutions, une insurrection.

Or toute la question est là : comment faire pour favoriser le déclenchement de la révolution sociale, à défaut de pouvoir le déclencher nous-mêmes, puisque la révolution ne se décrète pas ?

Comment faire pour intégrer les syndicats au mouvement social sans qu'il le confisque, sans qu'ils puissent y nuire, sans qu'ils nous empêchent d'aller jusqu'au bout de notre combat, c'est-à-dire le renversement du régime en place et des institutions de l'État bourgeois ?

Nous pensons, au regard de l'expérience de 70 ans de lutte de classe en France, que la méthode mise en avant par les étudiants est la bonne, la constitution d'une coordination étudiante, mais elle demeure insuffisante et fragile.

Pour que les travailleurs puissent envisager sérieusement de poser la question de la grève générale, du pouvoir et du régime à un stade avancé de la mobilisation, et être capable d'y répondre, ce qui passe obligatoirement par la question de la représentation politique et indépendante du prolétariat face au pouvoir en place, ne faudrait-il pas qu'ils disposent au préalable d'un embryon de contre-pouvoir, un réseau de comités constitués dans tout le pays sur lequel ils pourraient s'appuyer en le renforçant à chaque étape du mouvement révolutionnaire ?

Quelle issue le mouvement social aurait-il eu en 2003 ou en 2004, si les travailleurs s'étaient dotés d'un comité de coordination au niveau national pour contrôler leur mouvement, mais aussi pour empêcher les appareils de les trahir, pour appeler directement à la grève générale ?

Il est évident que l'absence d'un parti révolutionnaire capable de guider les masses vers la prise du pouvoir, a été l'une des principales faiblesses des mouvements sociaux de 2003 à 2006.

C'est cette question qu'il faut également s'atteler à résoudre, le plus tôt sera le mieux.

Les travailleurs et jeunes viennent de vivre une nouvelle étape importante de la lutte des classes.

Nous sommes certains qu'ils en tireront les enseignements et que le mûrissement de la conscience politique qui les anime, les conduira inévitablement un peu plus tôt un peu plus tard, à poser la question de la révolution prolétarienne. A nous de les y aider, et de montrer l'exemple.

Pour avancer dans cette voie, nous disons :

**Rupture avec le gouvernement et le Medef !**

**Rupture des syndicats avec la CES !**

**Boycott de tous les organismes de collaboration de classe !**

**Abolition de tous les contrats précaires, un seul contrat le CDI !**

**Abolition des institutions réactionnaires de la Ve République !**

**Abolition du capitalisme !**

**Vive la révolution sociale !**

**Vive le socialisme !**